

PROJET DE MILLE LOGEMENTS À SAÏDA

L'entreprise turque mise à l'index

Où en est l'opération des travaux de réalisation de 1 000 logements sociaux, confiée, il y a plus d'une année, à l'entreprise turque Belgi ?

Le chantier, qui s'étend sur un périmètre de moins d'un hectare, donne l'impression d'être abandonné. C'est pratiquement un paysage hideux.

Sur site, une vieille grue balance au gré des vents et des décisions des sous-traitants hormis deux ou trois piliers en béton armé qui sont sortis miraculeusement des entrailles de cet espace très convoité.

L'image renseigne, on ne peut mieux, sur le taux d'avancement des travaux ne dépassant pas les 15 %. Remarque, d'ailleurs, soulevée par plusieurs cadres techniques de l'OPGI qui confirment aussi qu'un huissier de justice a été dépêché la semaine passée pour dresser un P-V de constat.

A plusieurs reprises, les travaux ont été interrompus pour des raisons qu'on ignore. Les questions de ratage demeurent sans réponse : est-ce que ce projet de réalisation 1 000 logements sociaux,

situé sur les hauteurs de l'îlot «Bniou Skout», a été mal conçu ? Est-ce que sa conception et réalisation des travaux primaires en matériaux utilisés ne répondent pas aux normes réglementaires, ou est-ce enfin un problème de financement ?

Pourtant, l'entreprise turque Belgi a déjà empoché 33 milliards de centimes à titre d'avances forfaitaires sur approvisionnement, nous dit-on.

Autrement dit, pourquoi ce projet traîne le boulet du forçat, dépassant de loin les délais d'exécution des travaux prévus le mois d'août 2007 ? En tous les cas, ce dossier de réalisation de 1 000 logements sociaux, confiée à l'entreprise turque Belgi par le ministère de l'Habitat, réserve bien des surprises.

Dans ce contexte, on n'hésite pas à mettre à l'index l'OPGI, dont son premier directeur a été promu Duc dans la wilaya de Relizane et le Dlep



Des logements qui ne sont pas près de voir le jour.

Photo : DR

pour leur manque de suivi du projet.

Des échos insistent sur le fait que ce dossier risque de ressurgir le 15 du mois en cours où le bilan du secteur de l'habitat au même titre que ceux des autres secteurs de l'activité humaine sera présenté par le wali pour un débat. Pour se faire une idée, il

suffit de faire un tour sur le site et constater de visu la situation qui y prévaut au sujet de ces 1 000 logements sociaux qui ne sont pas près de voir le jour.

Seule une commission d'enquête pourrait élucider ce problème devenu véritable casse-tête pour les autorités locales.

M. B. Amine

BORDJ-BOU-ARRÉRIDJ

L'état civil : angle mort de l'APC

500 personnes/jour, 11 000 personnes/mois, 192 000 personnes/an, fréquentent les services de l'état-civil situés au vieux Bordj du chef-lieu de wilaya de Bordj-Bou-Arréridj afin de s'y faire délivrer les documents d'état civil écrits à la main (actes de naissance, mariage, fiches familiales et autres).

L'espace réservé à l'accueil des usagers ne dépassant pas 40m², l'on voit tous les jours un spectacle désolant où des centaines de personnes tous âges confondus s'agglutinent autour des guichets du service de l'état-civil, déplorable, moins convivial et beaucoup moins efficace. Se faire délivrer un acte de naissance revient à s'en remettre à la divine providence, et arriver au guichet est une véritable épreuve.

La souffrance est partagée aussi bien par les usagers résignés que par des employés démotivés. Il y a lieu de signaler que les personnels travaillant dans ce service public sont composés de 60% de personnes recrutées dans le cadre du filet social et emploi-jeune. Il faut croire que le service de l'état-civil est le parent pauvre de l'administration de l'APC.

Autant dire transformer un dinosaure miné par la bureaucratie, par un personnel inefficace et par un déficit chronique en une régie capable de fournir un service satisfaisant et rapide pour soulager le poids de la souffrance des usagers.

A quand donc l'informatisation des services de l'état-civil et sa modernisation ? Une tentative d'informatiser ces services de l'APC a été déclenchée en 2002.

Pour ce faire, quinze (15) micro-ordinateurs ont été achetés et mis à la disposition du personnel concerné par l'opération modernisation.

Malheureusement, un problème de taille s'est posé : l'absence de l'accord du ministère de l'Intérieur au motif que «l'informatisation devrait se faire selon les normes nationales et non locales» et à ce jour rien n'a été fait et les citoyens-usagers continuent de souffrir.

Les mesures-phares des nouveaux élus sont de penser et de coordonner, par programmes, une démarche de modernisation de tous les services de l'APC.

Un objectif à atteindre dans les délais les plus favorables pour satisfaire les citoyens.

Layachi Salah-Eddine

BÉCHAR

Sauvez le barrage

Jadis attrayant par la beauté de son site et la pureté de son eau, le barrage de Djorf et-Torba situé à 60 km à l'ouest de la ville de Béchar, se transforme progressivement en dépotoir.

Cet ouvrage, qui alimente plus de 200 000 habitants à travers la wilaya en eau potable, accueille régulièrement des dizaines, voire des centaines de visiteurs. Des visiteurs qui viennent en villégiature.

Parmi ceux-ci, il y a des arrivistes perfides qui se métamorphosent en pêcheurs du dimanche pour épater leur entourage.

En fin de journée, au moment du départ, ils abandonnent sans discernement leurs déchets sur place au bord et parfois dans l'eau destinée à la consommation.

Ces déchets se constituent de sachets en plastique, de bouteilles, de boîtes de conserve, de restes de nour-

riture, de couches-bébés, de préservatifs et même de matière fécale. Des gestes odieux, scandaleux, qui ne peuvent être que ceux de personnes incultes qui n'ont aucun respect pour la nature ni pour les centaines de milliers de consommateurs.

Un spectacle de désolation qui nécessite l'intervention urgente des pouvoirs publics pour sauver le barrage, tant qu'il est encore temps.

Liès Mourad

UNJA DE SKIKDA

Du 13 au 16 janvier, la grande manifestation culturelle et sportive

Pour la troisième année consécutive, l'UNJA organise la «grande manifestation culturelle et sportive», du 13 au 16 janvier, au niveau des six résidences universitaires que compte l'université «20-Août-55» de Skikda.

L'initiative, qui verra la collaboration de la chambre de l'artisanat et des métiers et de la bibliothèque de Bouyala, se résume en un cocktail d'expositions, de sorties pédagogiques au niveau des importants sites touristiques, industriels et économiques (barrage de Zit-Enbaâ de Bekkouche Lakhdar, l'EPS, l'un des complexes de la plate-forme pétrochimique, H'djar-Essoud et le FPAH) de conférences traitant de divers thèmes, de distribution de dépliants à caractère informatif et sensibilisateur et de concours sportifs et culturels sanctionnés par une remise de prix et de cadeaux.

Au menu du programme, il y aura aussi une projection vidéo au cinéma Rivoli. Le volet historique n'a pas été omis, la cause sahraouie, une biographie d'illustres moudjahidine et surtout un stand dédié exclusivement à la vie et l'œuvre de Houari Boumediene, en est la parfaite illustration.

La présence d'associations à caractère artisanal, social, environnemental, culturel et sportif donnera aussi à la manifestation un indéniable cachet coopératif et stimulant à travers les stands d'exposition et un esprit concurrentiel qui animera les équipes dans les épreuves de tennis, handball, football, volley-ball, pétanque et athlétisme. Il y aura également la participation des étudiants palestiniens, mauritaniens, sahraouis et yéménites.

Des actions d'utilité publique seront lancées, travaux de reboisement dans les différents campus et dons de sang et ce, pour ne citer que les plus importantes.

A souligner aussi que le volet préventif figure parmi les priorités des initiateurs de cette manifestation, sensibilisation au niveau des restaurants universitaires et débats autour de cette question dans les conférences animées par des spécialistes en la matière.

Six milliards pour la piscine municipale

L'APC a réservé 6 milliards de centimes pour la reconstruction du mur d'enceinte de la piscine municipale de Larbi-Ben-M'Hidi. Le montant sera dégagé à l'issue de l'installation des commissions communales.

Pour rappel, en date du 6 janvier, un fait prévisible pour certains, a été le stimulateur de cette action communale, à savoir l'écroulement du mur d'enceinte de la piscine sur une longueur de plus de 18 mètres.

Un incident enclenché par l'effet du ressac, selon des dires. Une perte estimée à 7 milliards de cts, soit le montant alloué par l'ancienne équipe communale à cet édifice dont l'inauguration est reportée, encore une fois, aux calendes grecques.

Zaid Zoher